

L'histoire du temps présent



Denis Scuto

Amnésie historique et sociale au „Marienland“

En 2009, les CFL ont fêté le 150^e anniversaire de l'inauguration des premières lignes de chemins de fer au Luxembourg (1859-2009). Comme j'avais livré une contribution historique dans ce cadre, je fus interviewé sur ce sujet par un jeune journaliste.

Voici sa longue question ou plutôt son hypothèse: „Ne croyez-vous pas que les chemins de fer, en permettant aux ouvriers de continuer à habiter dans leur village et de ne pas migrer dans le sud industriel, ont apporté une contribution fondamentale au maintien de la paix sociale et ont empêché une prolétarianisation, ce qui explique l'absence de grands conflits sociaux comme des grèves?“

Cette hypothèse malmenait sérieusement l'histoire sociale du pays. Les chemins de fer n'ont pas empêché l'exode rural et, comme conséquence, l'urbanisation du bassin minier. L'Etat social luxembourgeois n'est pas né du consensus, mais d'une lutte de pouvoir au sein d'un champ politico-social apparu il y a plus d'un siècle et au sein duquel trois acteurs, l'Etat, le patronat et les syndicats, ont tenté de faire triompher leurs intérêts respectifs. La tripartite comme plate-forme institutionnelle de négociations ne fonctionne plus aujourd'hui pour beaucoup d'observateurs, mais le champ tripartite né de l'industrialisation reste toujours fort présent dans notre réalité sociale.

Contrairement à ce que suggérerait ce jeune journaliste, les débats au sein de ce champ prirent souvent une forme conflictuelle. Des grèves de dimension sectorielle ou nationale eurent lieu en 1917, 1921, 1936, 1949, 1953, 1955, 1973 et 1982. En tant qu'historien dont le premier travail universitaire portait à la fin des années 1980 sur le mouvement ouvrier, en l'occurrence la grande grève de mars 1921, j'en conclus que 30 ans après la dernière grève générale, tout un chapitre de l'histoire de cet Etat social, dont profite aujourd'hui la majorité de la population, est en train de disparaître ou a disparu des mémoires.

Grèves, connais pas ...

Et cède la place à une vision post-moderne de l'histoire où les Luxembourgeois et le Luxembourg passent sans transition d'une société agraire, avec une population rurale et catholique présentée comme porteuse de la vraie communauté nationale, à une place financière prospère et une capitale européenne, dans un processus que Marc Ferro appellerait „une histoire sans histoires“.

D'ailleurs, qui pourrait rappeler l'ère des luttes sociales? Les représentants patronaux ont toujours préféré rappeler aux ouvriers leurs penchants conciliants et pacifiques. En plein conflit au-



Foto: Stefan Osorio-König

tour des négociations des conventions collectives dans les mines en 1955, Félix Chomé, président de l'Arbed, propage déjà la même vision de l'histoire que le jeune journaliste un demi-siècle plus tard. Je cite un commentaire de journal de l'époque: „Herr Chomé bemerkte, die Gewohnheit des Streiks bestehe glücklicherweise in Luxemburg nicht, und der letzte Streik liege schon über 30 Jahre zurück. Auch sei der alte bewährte Weg des Verhandeln für beide Parteien bei Weitem der beste.“ Les grèves qui ont éclaté dans de nombreuses entreprises depuis la grande grève de 1921 sont passées sous silence.

La politique mémorielle de l'Etat, de son côté, esquivait les conflits pour souligner les efforts du monde politique et du contribuable pour sauver la société sidérurgique Arbed. En même temps, l'importance nationale de l'industrie lourde, qui a dominé la vie économique et sociale du pays pendant tout un siècle, des années 1870 aux années 1970, est rappelée.

Ce rappel a lieu à chaque fois qu'un élément de plus de l'industrie sidérurgique disparaît. Le 31 juillet 1997, le premier ministre Jean-Claude Juncker, accompagnait l'arrêt du dernier haut-fourneau à Belval d'un rappel de la charge symbolique du lieu: „Et ass esou eng Erënnerung aus menger Kannerzäit, datt wann Nationalfeierdag war, datt dann op deene 6 Héichwien emmer de Lëtzebuurger Fändel hong. An dat war dat Zeechen, dass dat, wat hei geschitt, mat deem, wat rondrem geschitt ass, schrecklech vill ze dinn hat. An dass di Schmelz an dat Land op igerdeng Fassong net nëmme matene Famill waren, mä ënnertenee verwuess waren, verwuess bliwen. (...) An der eegener Strooss, am eegenen Duerf, op ville Plaze bleift d'Erënnerung nach un déi, déi vill vun hirem Liewen, hiert Liewe hei gelooss hunn a fir ganz

vill vun hinnen, oui dass ee se gefrot huet, hir Gesondheet hei gelooss hunn. An dat alles, dat bleift an dat zitt déif Spueren, an dat hannerléisst eng Landschaft, déi mer mussen éieren.“

Contrairement à ce discours gouvernemental, la conservation et la valorisation de la terrasse des hauts-fourneaux – qui n'est même plus une terrasse depuis que le highway qui permettait l'accès à cette terrasse a été détruit – ont effacé une bonne partie des traces qui devaient rester pour témoigner de ce symbole national. Au cours des deux décennies qui ont passé depuis le discours de Juncker, les deux derniers hauts-fourneaux ont été mutilés et l'espace entre et autour des hauts-fourneaux a été parsemé de bâtiments à un tel point que les éléments essentiels du travail industriel ne peuvent plus être reconnus dans leur relation fonctionnelle. L'état des lieux ne permet pas au visiteur de comprendre le travail de ces ouvriers qui „pour, beaucoup d'entre eux, ont perdu leur santé ici“. La création d'un Centre national de la culture industrielle a carrément été stoppée en 2010.

A travers la valorisation des hauts-fourneaux, les ouvriers d'usine auraient dû recevoir leur site national de mémoire collective, comme la mémoire des mineurs a été honorée par l'érection d'un monument à Kayl en 1957 et d'un musée à Rumelange en 1973, puis au Fond-de-Gras ou encore à Esch (ancienne mine Cockerill). Mais, dans ce haut-lieu de la mémoire collective sidérurgique, le passé ne joue qu'un rôle marginal. Les hauts-fourneaux sont là pour créer un „sense of place“ spectaculaire et servir d'atout identitaire architectural pour le nouveau quartier de Belval ainsi que pour l'université et les centres de recherche. L'Amicale des hauts-fourneaux A&B, les „Leit vun de Schmelzen“, au lieu d'être soutenus par le Fonds Belval comme acteurs

clés de la mémoire du site, ont dû batailler pour qu'une place soit faite à une sculpture de Jean Meis et à la fête de St-Eloi les 1^{er} décembre.

Un site historique a été sacrifié, tout comme les sacrifices des ouvriers du fer sont mis en avant dans le discours officiel. Les ouvriers comme acteurs dans les luttes sociales, les ouvriers comme sujets et non comme objets se retrouvent juste dans la mémoire du mouvement ouvrier. Mais ce discours est peu présent dans l'opinion publique, dans les médias, dans les manuels et programmes scolaires, sauf à l'occasion de tel ou tel jubilé syndical.

Un lieu de mémoire complexe

Je profite donc de l'occasion pour revenir sur une journée commémorative, la Journée internationale des Mineurs de dimanche dernier, organisée régulièrement depuis 1980 à Kayl auprès du Monument national où sont inscrits les noms des 1.496 victimes de l'exploitation du minerai de fer au Luxembourg.

Dans le *Luxemburger Wort* et le *Tageblatt*, on a pu lire que le Grand-Duc Henri et des associations de mineurs belges et sarroises ont participé à la cérémonie. Le *Wort* n'oublie pas de préciser que le monument avec sa tour se trouve à proximité du lieu de pèlerinage „Léiffrächen“. La présence du ministre Dan Kersch, du président de la Chambre Mars di Bartolomeo et du bourgmestre John Lorent, tous socialistes, est mentionnée par le *Tageblatt*, mais non dans le *Wort*. Ces trois orateurs ont rappelé que les ouvriers des mines et des usines, luxembourgeois et étrangers, ont apporté ensemble une contribution essentielle à l'enrichissement du pays.

Le monument et la couverture de cet événement commémoratif

montrent une fois de plus comment des conflits historiques et mémoriels sont gommés. Il faut lire entre les lignes et être attentif aux accentuations différentes des articles pour cerner que milieux syndicaux et milieux cléricaux, socialistes et catholiques revendiquent chacun à leur façon ce lieu de mémoire.

L'historien Jacques Maas a étudié l'histoire de ce lieu de mémoire complexe, élevé en 1978 par le ministre des Affaires culturelles Robert Krieps au rang de monument national. L'histoire commence en 1938, lorsque le curé de Kayl, Jos Dupong, convainc les responsables politiques et des associations de mineurs du Kayldall de fonder un comité en vue de la construction d'un monument à l'honneur des victimes de la mine. A un moment où, comme l'écrit le journaliste libéral Batty Weber dans un „Abreisskalender“ de 1940 consacré au projet, il n'y a au Grand-Duché que quelques monuments. Il mentionne ceux pour la princesse Amalia et pour Guillaume II, puis ceux pour Goethe, Michel Rodange et Dicks-Lentz, enfin celui pour John Grün. Les préférences du journaliste de la *Luxemburger Zeitung* vont plutôt à un monument commun pour les ouvriers de la mine et des usines, à Esch-sur-Alzette dans le parc, plutôt qu'à Kayl.

Pour le monument de Kayl, l'aide viendra d'en haut lorsque la Vierge Marie apparaît en 1947 à trois enfants près de la statue de la Léiffrächen, le tout accompagné d'états de transe. En peu de temps, un lieu de pèlerinage „sauvage“ attire des milliers de gens. Un homme d'affaires y fait construire illico une chapelle. La construction d'un monument en l'honneur des mineurs à proximité directe de la Léiffrächen permet à l'Eglise à la fois de récupérer un lieu de mémoire ouvrier et de canaliser le „Kayler Lourdesfieber“ (Ed Maroldt). Les hommes politiques et syndicalistes, plutôt de gauche, tentent, à partir des années 1960, de marquer le lieu de leur empreinte par le biais de l'organisation d'une journée commémorative internationale ouvrière.

Moi, de mon côté, j'attends désormais que la Vierge Marie apparaisse à trois de mes étudiantes à Belval, pour y faire ériger, avec l'aide de l'Eglise, une stèle commémorative avec les noms des ouvriers, probablement plus de 1.500, qui ont perdu leur vie dans les usines luxembourgeoises.



Lauscht och dem Denis Scuto sai Feuilleton op Radio 100,7, all Donnesch-

deg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.